

► 28 nov. : Le discours de Macron qui n'arrive pas à convaincre

Il s'aperçoit maintenant que les solutions imposées d'en haut ne marchent pas (après avoir refusé tout dialogue véritable avec les syndicats, les associations et les collectivités locales). Mais il renvoie à une concertation au plus près du terrain, dans quelques mois...

Il veut réussir la transition énergétique, mais ne dit pas un mot des économies d'énergie (c'est pourtant celle-là qui est la moins chère et la plus créatrice d'emplois). Cette transition est une obligation couteuse, et non pas une occasion de changer de modèle, avec moins de déplacements, en se recentrant sur le local, en rompant avec une agriculture exportatrice, productiviste et polluante...

Pour réécouter l'édito de Thomas Legrant ce matin sur France Inter, [cliquer ici](#)

► 28 nov. : Nouveau stade : les élu.e.s écolo et citoyens demande un moratoire

"Compte-tenu du manque d'éléments tangibles et d'études d'impact, que la précipitation est souvent mauvaise conseillère, nous vous demandons de surseoir à toute délibération au prochain Conseil Métropolitain [du 7 décembre], afin de permettre un réel débat apaisé et de prendre le temps d'analyser tous les impacts économiques, sociaux, environnementaux et budgétaires d'une telle opération sur le court, moyen et long terme."

Pour lire l'ensemble de la lettre ouverte à la Maire de Nantes, [cliquer ici](#)

► 28 nov. : L'huile de palme alimente les réservoirs automobiles des européens

51% des importations d'huile de palme en Europe vont dans les réservoirs des voitures et camions roulant aux "biocarburants" —ravageant les dernières forêts tropicales de notre planète et aboutissant à l'extermination des derniers orangs-outans.

L'UE a deux mois pour décider si elle se débarrassera ou non des biocarburants à l'huile de palme. Signer cette pétition afin de mettre fin à ce scandale.

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#)

► 26 nov. : Pour l'interdiction en Europe du sulfoxaflor, tueur d'abeilles

Ce tueur d'abeilles sera prochainement interdit en France mais un géant des pesticides veut continuer de le commercialiser en Europe. Il a pourtant été prouvé que le sulfoxaflor pouvait détruire de moitié les colonies d'abeilles.

Dow Chemical se prépare à remplacer les néonicotinoïdes interdits en Europe pour leurs effets destructeurs sur les abeilles par ce « produit de remplacement » tout autant toxique.

En effet, l'UE examine actuellement une demande d'homologation du sulfoxaflor, c'est donc le moment idéal pour faire pression !

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

► 25 nov. : Manifestation contre les violences sexistes

50 000 personnes ont défilé dans 50 villes (30 000 à Paris), avec le soutien et la participation de nombreuses personnalités.

C'est la plus grosse mobilisation (féministe) qu'on ait connue en France

Domage qu'à Nantes, les organisations féministes n'aient pas réussi à se mettre d'accord pour faire un cortège unique qui aurait compté 1500 personnes !

► 21 nov. : Pourquoi une grève à Pôle Emploi ?

Le gouvernement veut supprimer 900 postes en 2019, avec l'argument qu'il y a moins de chômeurs. C'est vrai que le nombre de chômeurs de catégorie A a légèrement diminué (de 40 000 en un an). Par contre le nombre de chômeurs de catégories B et C a augmenté de 67 000 (+3,14%) en un an.



Les catégories B et C sont ceux qui sont toujours chômeurs, mais qui ont accepté un travail de quelques heures ou quelques jours au cours du mois : ils envoient leurs justificatifs de façon à calculer leur indemnité diminuée, en fonction du temps de travail effectué. Cela demande un travail administratif (supplémentaire, puisque leur nombre augmente). Et si on n'arrive pas à traiter les dossiers en temps voulu, cela génère des trop perçus qui demandent encore plus de travail, ce qui est le cas actuellement. Mais cela ne semble pas poser de problèmes au gouvernement...

► **16 nov. : Débat public sur la précarité et les migrants à Nantes**

"Migrants, SDF, personne à la rue !" Quelle politique contre la précarité ?

Le groupe local d'Europe Écologie Les Verts et les élu.e.s du groupe Écologistes et Citoyens de la mairie souhaitent entendre les acteurs de terrain pour porter une politique locale d'accueil des migrant.e.s pérenne et de lutte contre la grande précarité.

Soirée débat échanges : **lundi 19 nov. de 19h à 21h30** salle de l'égalité (6 boulevard Léon-Jouhaux, accès Tramway L1 arrêt Égalité)

Plus de précisions : [cliquer ici](#)

► **16 nov. : Soirée débat sur le métham sodium dans le Maine-et-Loire**

L'AMAP La Goutte d'Eau, de BRAIN SUR L'AUTHION organise une soirée-débat : !

Le mardi 20 novembre à 20h30

Salle Sequoia à CORNE

Participeront également la Sauvegarde de l'Anjou, France Nature Environnement et le Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest. Interventions de F.

VEILLERETTE (Génération Futures) et F.

DENIER PASQUIER (France Nature Environnement).

► **13 nov. : Arc de Triomphe le 11 novembre**

► **13 nov. : Un 2ème stade à la Beaujoire ? Réaction des élus écologistes et citoyens**

"Pour les élu.e.s écologistes et citoyens cette décision ne fait pas sens. Cela fait 18 mois que nous discutons d'un projet de nouveau stade adossé à un projet urbain. Malgré nos relances nous n'avons toujours pas de réponse à la question principale : a-t-on besoin d'un nouveau stade à Nantes ?"

"Que va devenir la Beaujoire sans le FC Nantes ? Comment va-t-on financer sa réhabilitation ? Qui va prendre en charge l'aménagement des accès, de la voirie pour faire fonctionner deux édifices côte à côte ? On voit bien que l'argument du « zéro argent public » n'est qu'un leurre."

"Nous participerons le 21 novembre à la réunion publique organisée par l'association « A la nantaise » sur un projet alternatif de rénovation de la Beaujoire."

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **13 nov. : Le Livret de développement durable et solidaire ne doit plus financer la destruction du climat !**

Pétition adressée au Ministre de l'Economie et au président de la Caisse des Dépôts et Consignation

Nous, soussigné.e.s, vous demandons de prendre les dispositions nécessaires afin que l'argent placé sur les Livrets de développement durable et solidaire cesse de financer la destruction du climat. Nous exigeons l'exclusion des 200 entreprises fossiles, cause majeure des dérèglements climatiques des portefeuilles financés par l'épargne du LDDS.

Pour signer cette pétition, [cliquer ici](#).

► **12 nov. : Halte à la criminalisation de la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure**

Plus de 100 organisations et personnalités appellent à une réaction massive face à la criminalisation de la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure



Nous, associations nationales et locales, collectifs, comités, personnalités, dénonçons la politique de criminalisation et de répression systémique qui s'abat sur les opposant-e-s à la poubelle nucléaire CIGEO à Bure depuis plus d'un an et demi.

Nous appelons à ce qu'un maximum d'organisations, de comités, de collectifs et de personnalités publiques signent et relaient cette tribune pour :

- ▶ mettre fin à la criminalisation de la lutte à Bure et des autres mobilisations et espaces d'opposition en France
- ▶ construire une résistance à cet effet
- ▶ en finir avec la peur et le silence

Pour lire l'appel, [cliquer ici](#).

Adresse pour les signatures : soutienburerepression@riseup.net (Merci de préciser pour les orgas (NOM DE L'ORGA, FONCTION) dans l'objet du mail, et pour les personnalités publiques (NOM, PRÉNOM, FONCTION).

▶ 7 nov. : Soutien aux opposants au projet de centrale à gaz à Landivisiau

Les associations (Force 5 , Landivisiau Doit Dire non A La Centrale, GAB29, CLCV ...) sont mobilisés depuis 7 ans contre ce projet Inutile et Imposé.

L'appel de la décision de construction d'un gazoduc lancé par les opposants, passe **vendredi prochain 9 novembre à 10h00 devant la Cour Administrative d'Appel de Nantes - 2 place de l'Édit de Nantes à Nantes.**

Les associations demandent aux militants écologistes de venir les soutenir devant la cour d'appel.

Pour plus de précisions sur le projet, [cliquer ici](#).

▶ 5 nov. : Arrêt des exportations d'armes françaises qui alimentent la guerre au Yémen !

Des millions de civils sont menacés de famine au Yémen (alerte de l'ONU), du fait de la guerre menée par l'Arabie Saoudite avec les armes achetées à la France (9 milliards € entre 2010 et 2016).

La France a ratifié en 2014 un traité sur le commerce des armes qui prévoit qu'un Etat signataire ne peut pas autoriser une vente d'armes qui serait utilisée contre des civils. Or, l'arsenal militaire dont s'est dotée l'Arabie Saoudite ces dernières années a largement été dirigé contre les populations civiles du Yémen.

La France doit respecter ce traité, comme le font l'Allemagne, la Norvège, la Belgique et le Canada.

Pour l'exiger, signez la pétition [en cliquant ici](#).

▶ 4 nov. : Conférence-débat sur la Palestine

*La Plateforme44 des ONG pour la Palestine reçoit Michel WARSCHAWSKI
Manufacture des tabacs Blvd Stalingrad à NANTES
(tram Ligne 1 Arrêt Manufacture)*

Le mardi 6 novembre à 20 h. Entrée libre

Michel WARSCHAWSKI est Israélien juif anticolonialiste. Il est fondateur d'une association l'AIC qui milite en totale parité entre Israéliens et Palestiniens pour l'application du Droit international.

Pour lui, l'évolution du régime israélien est une dangereuse impasse. En parallèle la Résistance des Palestiniens et notamment de la société civile montre que rien ne sera fait sans le respect du droit international et de tous les droits des Palestiniens.

▶ 3 nov. : Accueillir en France la famille de Qader Daoudzai, ancien interprète de l'armée française

Qader était menacé par les talibans pour avoir travaillé pour l'armée française.

En 2015, il avait fait état de ces menaces dans sa demande de visa pour la France qui lui avait été refusée, comme pour 151 autres personnes faisant partie des personnels civils de recrutement local.

Qader Daoudzai, ancien interprète de l'armée française dans la Kapisa en Afghanistan, a été tué dans une attaque suicide le 20 octobre, dans un bureau de vote à Kaboul. La victime s'apprêtait à demander de nouveau un visa pour la France.

Nous demandons à Monsieur le Premier ministre que la France accueille immédiatement la femme et les trois enfants de Qader Daoudzai.

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

► **2 nov. : Soirée Théâtre Forum : Migrations, fantômes ou réalités - regards croisés**

Invitation le **mercredi 7 novembre à 19h15 à Cosmopolis** (18 rue Scribe à Nantes)

Une approche vivante des questions qui font débat, une aventure collective : des saynètes créées à partir de situations concrètes par des participants sont jouées devant les spectateurs.

Chaque spectateur-participant peut venir prendre un des rôles sociaux en jeu pour expérimenter une autre manière de faire, d'aborder le conflit. Ainsi des alternatives sont concrètement proposées et leurs conséquences mises en débat.

L'enjeu n'est pas de chercher LA solution mais de se donner les moyens de nous rencontrer, de confronter nos opinions et de négocier les changements possibles.

Cette soirée est proposée par la Section de Nantes et du pays nantais de la LdH et par le MRAP dans le cadre du Festival des Solidarités, organisé par la Maison des Citoyens du Monde.

[Plus de précisions :](#)

Les brèves en octobre 2018

► **30 oct. : Non au délit de solidarité : Tous avec Pierre-Alain !**

Parce qu'il a secouru et transporté 3 jeunes femmes réfugiées blessées pour les nourrir et leur permettre d'aller à l'hôpital, il risque 5 ans de prison.

Ce mercredi 31 octobre sera rendu le jugement en cassation de ce niçois, symbole avec Cédric Herrou du "délit de solidarité" car poursuivi pour "aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière".

Signez la pétition adressée à Nicole Belloubet [en cliquant ici](#)

► **28 oct. : Nouveau succès des Grünen en Hesse**

BERLIN, 28 octobre (Reuters à 18:22) - Les conservateurs d'Angela Merkel et ses alliés sociaux-démocrates de la coalition au pouvoir à Berlin ont enregistré un nouveau revers dimanche aux élections régionales dans le land de Hesse, où ils perdent à eux deux vingt points par rapport au précédent scrutin, en 2013, sur la base des projections diffusées par la chaîne de télévision ARD.

2013 PROJECTIONS 2018

CDU 38,3% 28%

SPD 30,7% 20%

Grünen 11,1% 19,5%

AfD - 12%

FDP 5,0% 7,5%

Die Linke 5,1% 6,5%

► **24 oct. : Territoires zéro chômeur de longue durée : une expérimentation sur Nantes ?**

Ce projet lancé par ATD Quart Monde, Emmaüs, le Secours catholique...est en cours d'expérimentation sur 10 territoires en France et son extension à 50 nouveaux territoires a été annoncée par le président Macron dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté.

Mardi 6 novembre 2018 de 18h à 20h30

Wattignies Social Club • 13 Boulevard des Martyrs Nantais

Accès : île de Nantes • Tram L2/L3 arrêt Wattignies

Rencontre publique

Territoires zéro chômeur de longue durée :

une expérimentation sur Nantes ?

Une rencontre à l'initiative de l'association AVEC :
Association de Veille Écologiste et Citoyenne



En partenariat avec :



► 18 oct. : Sécurité nucléaire : l'exemple belge

On se souvient des défaut de résistance de pièces forgées par l'usine Areva du Creusot, destinées non seulement à la centrale EPR en construction (toujours !), mais aussi plusieurs centrales nucléaires française et étrangères en activité. Dès la connaissance de ce danger, l'Autorité de Sûreté Nucléaire Belge (AFSCN) a pris ses responsabilités, et une des centrales de Doel a été stoppée tant que le problème ne serait pas résolu.

Encore une fois, l'AFSCN a obtenu la fermeture de deux centrales nucléaires sans limite de temps, à cause de graves problèmes de béton des bunkers qui les protègent contre une chute d'avion. Cela fait que 5 des 7 réacteurs nucléaires belges sont à l'arrêt aujourd'hui. Mais sécurité d'abord !

Rappel : en France, cette éventualité d'un accident grave (ou attentat) n'a jamais été sérieusement pris en compte, alors que nombre de centrales françaises sont du même type que les centrales belges stoppées...

► 17 oct. : Libérez Mimmo Lucano, maire de Riace (Italie)

Accusé d'avoir « favorisé l'immigration clandestine » le maire de Riace (Calabre, Italie) est aux arrêts domiciliaires depuis le 2 octobre. Il s'agit d'une arrestation en représailles à l'action courageuse de Mimmo Lucano, surnommé le « maire de l'accueil », qui s'était mis cet été en grève de la faim pour protester contre la politique migratoire inhumaine du gouvernement italien. Sa seule faute : avoir su mettre en place dans sa commune un système d'accueil qui fonctionne. Il a non seulement permis d'offrir à des femmes et des hommes fuyant la guerre et la misère des conditions de vie et de travail décentes, mais aussi à la population locale en créant des emplois (médiateurs-trices culturels, enseignant-e-s

etc...), et en promouvant des formations inédites (laboratoires artisanaux, fermes pédagogiques). Une réussite dans un territoire connu pour ses mafias et son chômage. C'est cet exemple courageux que le gouvernement italien veut punir. Mimmo Lucano a pu en effet faire la preuve que l'accueil des migrants pouvait se conjuguer avec le dialogue et le bien-être d'une communauté tout entière. Il est pour cela depuis quelques années sur la liste noire de tous les partis et mouvements qui entendent faire de la peur de l'autre et de la répression contre les migrants leur fonds de commerce politique. (...) (appel de la Ligue des Droits de l'Homme).

Pour signer l'appel, [cliquer ici](#).

► 15 oct. : Solidaires avec les 7 de Briançon, contre le délit de solidarité

Bastien, Benoit, Eléonora, Juan, Lisa, Mathieu et Théo vont être jugé-e-s le 8 novembre 2018 au tribunal de Gap (Hautes-Alpes). Ils et elles sont poursuivis-e-s pour « aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire national, en bande organisée », et les peines prévues vont jusqu'à 10 ans de prison et 750 000 euros d'amende.

Leur seul tort : avoir participé en avril 2018 à une marche solidaire pour dénoncer les agissements du groupuscule d'extrême-droite Génération identitaire qui bloquait la frontière au col de l'Echelle (près de Briançon) pour s'en prendre aux personnes exilées.

Pour signer la pétition lancée par la CIMADE, [cliquer ici](#)

► 14 oct. : Produire la mâche nantaise au mépris de la santé

En quelques jours, 83 personnes ont été intoxiquées dans trois lieux du Maine-et-Loire par des épandages de pesticide sur des cultures de mâche.

Le produit incriminé, le métam-sodium, est couramment utilisé pour ce genre de culture.

Selon Wikipédia, il s'agit d'un produit qui "*tue les parasites (mais aussi la plupart des organismes vivants)*" et qui "*est interdit en Europe, mais encore fréquemment utilisé avec dérogation dans une quinzaine de pays en 2011*". "*en 2010, la France semble le premier utilisateur européen de ce produit pour l'Agriculture (6,5 millions de kilos/an), devant l'Espagne, le Portugal et la Grèce*". Les "*molécules de dégradation [sont] toxiques pour le foie, immunotoxiques, reprotoxiques et cancérigènes suspectés. De plus ce produit est un polluant des eaux souterraines et tue aussi les vers de terre et d'autres organismes utiles du sol ou auxiliaires de l'agriculture*".

La Préfecture du Maine-et-Loire a suspendu son utilisation jusqu'au 26 octobre. Et après ? Ne sera-t-il pas tout aussi dangereux ? Et en Loire Atlantique (Département gros producteur de mâche) ?

Pour lire le communiqué de EELV Pays de la Loire, [cliquer ici](#)

L'association Sauvegarde de l'Anjou, branche locale de France Nature Environnement, a décidé de porter plainte. [Lire leur communiqué](#)

► 9 oct. : Crise à la municipalité de Couëron

Les trois élus Verts se retirent du conseil municipal. Une décision qui intervient quelques mois après le retrait de la délégation d'adjoint à Patrick Naizain en avril dernier.

"Mis devant le fait accompli, sans discussion préalable à cette décision, le groupe Europe Écologie Les Verts a voulu se donner le temps de l'échange interne (...) Le groupe local EELV Couëron a pris acte de cette décision et décidé de reprendre sa liberté de parole et d'actions. C'est pourquoi, à l'unanimité, ses adhérents demandent à ses trois élus, Emmanuel Leheurteux, Patrick Naizain et Camille Leveque de quitter le conseil municipal et de démissionner."

Avec sa "liberté de paroles" retrouvée, le groupe EELV en profite pour dénoncer des points de désaccords ou de frictions avec la majorité. Mais aussi, "*le traitement scandaleux des oppositions*" ou "*la monopolisation de la communication*" ou encore "*la surreprésentation du Parti communiste et la sous-représentation de notre parti*".

Une décision qui semble avoir de l'écho de la part des différents groupes au sein du Conseil municipal. Seule Me la Maire garde le silence...

► 5 oct. : Visite officielle de l'ambassadrice d'Israël à Nantes, Les élus écologistes et citoyens demandent à Johanna Rolland d'exprimer un signal clair en réprobation de la situation en Palestine

Les élus écologistes et citoyens écrivent notamment : "*Israël occupe une partie du territoire, pille les ressources, emprisonne massivement la population et tire à balles réelles sur des manifestants désarmés*".

Cette politique, contraire au droit international et dénoncée régulièrement par des résolutions de l'ONU, doit cesser."

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **5 oct. : Selon les élus écologistes et citoyens, à propos du projet du Parking Cathédrale : sauvons le climat plutôt que nos voitures !**

Les élus écologistes et citoyens écrivent, par exemple : "*A l'heure du réchauffement climatique, faut-il continuer à construire de nouvelles places de parkings en centre-ville ?*"

"D'autant plus que de nombreuses places sont libres dans les autres parkings, 1000 à 2000 par jour selon l'application Nantes dans ma poche."

"Alors pourquoi s'entêter à dépenser près de 9 millions d'euros pour un nouveau parking parfaitement inutile ? De plus avec un chantier qui nécessitera de dynamiter de la roche afin de creuser, et cela à à peine 200 m des fondations de la Cathédrale. Cela ne nous paraît pas un choix responsable !"

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **2 oct. : Des écologistes à Rugy : "La loi de Finances 2019 doit répondre à l'urgence climatique !"**

Dans une tribune dans le JDD, huit écologistes appellent le gouvernement à "*prendre des décisions fermes et engager aujourd'hui les actions publiques organisant la transition écologique de notre société*" à l'occasion de la loi de Finances 2019. Et à sortir de la politique des "petits pas"

Le projet de budget 2019 présenté au conseil des ministres prévoit une augmentation des recettes de la fiscalité écologique de 1.9 milliards d'euros. Il est impératif que ces recettes fiscales nouvelles ne soient pas détournées à d'autres fins.

Quatre axes majeurs sont prioritaires : Un 'plan Transport et Déplacement', Un 'plan d'économie d'énergie dans l'habitat', Un plan 'Santé environnementale', Un plan de redistribution sur les territoire.

Pour lire la tribune, [cliquer ici](#).

► **1er Oct. : L'Aquarius doit battre pavillon français !**

Depuis deux ans, l'Aquarius et son équipage ont sauvé la vie de 29 000 personnes au large de nos côtes.

Aujourd'hui privé de pavillon national, le bateau est menacé de ne plus pouvoir venir en aide aux milliers de naufragés.

Une pétition adressée à Emmanuel Macron demande à la France d'agir en accordant la nationalité française au bateau. Aidez-le à être entendu et signez la pétition sur

"Change.org", [en cliquant ici](#).



► **1er oct. : Nous voulons des coquelicots !**

La pétition "*Nous voulons des coquelicots*" demande l'interdiction de tous les pesticides de synthèse que ce soit dans l'agriculture ou chez les particuliers. Pétition que nous vous invitons à signer si vous ne l'avez pas encore fait. Lancé le 12 septembre, l'Appel a recueilli 200 000 signatures en 15 jours seulement ! Pour le signer et mettre davantage la pression sur le gouvernement, [c'est ici](#).

Une mobilisation aura lieu le vendredi 5 octobre à 18H30 pour manifester notre soutien à cet appel. A Nantes, le RDV est donné devant le Monument aux 50 Otages, Place du Pont Morand

Les brèves en septembre 2018

► 26 sept. : Un débat sur la lutte contre le contre le réchauffement climatique

Vendredi 28 et samedi 29 septembre se tiendront les géopolitiques au Lieu Unique à Nantes : un RDV annuel proposant des tables-rondes en présence de conférenciers, pour décrypter les défis stratégiques auxquels le monde est confronté.

Julie Laernoës, vice-présidente EELV de Nantes Métropole en charge du climat, de la transition énergétique et du développement durable, interviendra le vendredi de 15h15 à 16h45 lors de la table-ronde sur le thème :

À l'ère Trump, l'avenir de la lutte contre le changement climatique se joue-t-il hors des COP ?

Avec Blandine Barreau, Faustine Gaymard, François Gemenne et Julie Laernoës /
Présentée par Bastien Alex.

► 26 sept. : Projection du film "8 rue Lénine" sur l'accueil des Rom

Des projections auront lieu les vendredi 28 et samedi 29 septembre sur des bidonvilles de l'agglomération nantaise ou à proximité, en présence d'habitants et des deux réalisatrices, dans un contexte de partage culturel favorable à la rencontre.

- A Rezé le 28/09 à 19h30 à la salle Ragon (Bus C4 Direction Les SORINIERES descendre à l'arrêt RAGON (CSC de l'autre côté de la Rue en face).
- A Orvault le 29/09 à 15h00 sur le bidonville de la Jalière (bus 89, Arrêt Jalière, près de la porte de Rennes). Goûter prévu.
Contact : Vincent Boileau (06 52 20 95 83)

► 26 sept. : Interdire TOUS les pesticides tueurs d'abeilles

Les députés français ont voté le 17 sept. en faveur de l'interdiction des nouveaux pesticides tueurs d'abeilles en France, mais c'est désormais aux sénateurs d'approuver cette interdiction.

Pour les encourager à le faire, signez la pétition, [en cliquant ici](#)

► 23 sept. : deux dessins du *Canard enchaîné* :



► 22 sept. : Assurance chômage : injonction paradoxale du gouvernement

Alors que le gouvernement a modifié le code du travail pour faciliter aux employeurs l'usage des embauches à contrats précaires, le voici qu'il semble s'inquiéter de la multiplication de ces emplois précaires. Dans un premier temps, il a évoqué l'idée d'augmenter les cotisations chômage des employeurs qui en abusaient. Mais devant les protestations du Medef, il suggère maintenant de pénaliser ... les chômeurs qui acceptent un contrat de travail précaire !

Il y a plusieurs années, les partenaires sociaux ont cherché à ne pas pénaliser ces chômeurs acceptant des emplois de courte durée, afin d'entretenir leur "employabilité". A cette fin, si un chômeur accepte, par exemple, un contrat d'une semaine, les indemnités chômage seront versées pour les autres semaines du mois ; et ses droits ne seront pas perdus, mais reportés d'une semaine.

C'est visiblement à ce dispositif que Muriel Pénicaud veut s'attaquer. On va donc faire payer

aux chômeurs le fait que les employeurs utilisent trop de contrats courts ! ... Pour faire faire des économies à l'assurance chômage (de 1 à 1,3 Milliards € par an), qui est maintenant en partie financée par l'Etat.

► **22 sept. : Réforme du droit au séjour pour raisons médicales : un rapport accablant pour les pouvoirs publics** (extrait de la lettre d'information de la CIMADE du 21 sept. 2018)

La réforme du droit au séjour pour raisons médicales s'est accompagnée en janvier 2017 de la mise à l'écart du ministère de la santé dans la procédure de délivrance de titres de séjour pour raisons médicales. Tout est désormais sous la tutelle du ministère de l'intérieur. Soigner ou suspecter ?

Pour plus de précisions, [cliquer ici](#)

► **14 sept. : Réfugiés de Nantes, Territoires44 appelle les maires et les conseillers municipaux du département à se mobiliser**

"Les membres de Territoires44, élu-es de communes rurales pour la plupart et, pour certaines, déjà investis dans l'accueil de réfugiés ont décidé, lors de leur réunion de rentrée à Monnières début septembre, d'apporter leur contribution dans la recherche de solutions concrètes d'accueil. Ils/elles proposent, avec le soutien de la préfecture de Loire-Atlantique, d'accueillir dignement des réfugiés."

"[Territoires44 appelle] l'ensemble des maires qui disposent d'un logement ou qui connaissent des particuliers disposant également de logements vacants et prêts à les suivre, à se mobiliser et à l'accompagner dans cette démarche."

Pour lire l'appel, [cliquer ici](#).

► **14 sept. : Les écologistes et citoyens interpellent Johanna Rolland sur le projet de nouveau stade de foot-ball**

Par un courrier en date du 5 septembre, les élus écologiste et citoyens de Nantes Métropole se sont étonnés d'apprendre par la presse la décision de la présidente de Nantes Métropole d'accepter le projet 'Yellopark' de nouveau stade de football à la Beaujoire, alors que les éléments suivants n'ont pas été diffusés : bilan carbone du projet, modèle financier du projet, évaluation financière de l'administration des domaines, explication sur le loyer bas de la Beaujoire actuellement accordé au FCN. Pour lire le courrier, [cliquer ici](#)

Finalement, la décision de vente des terrains pour ce projet est reportée au Conseil communautaire de décembre (au lieu du 5 octobre).

Ils ajoutent : *Ce report doit être mis à profit par les porteurs du projet pour suivre les préconisations de la CNDP et communiquer les informations demandées : alternatives à la destruction de la Beaujoire, calcul détaillé du prix de cession des terrains, étude d'impact environnemental. Il s'agit d'éléments indispensables avant toute prise de décision.*

Opposants et défenseurs du projet devront ensuite avoir le temps d'un réel débat à partir de ces informations, sans tentative de passage en force de la part des porteurs de projet.

► **13 sept. : Ne pas prendre les enfants du bon dieu pour des canards sauvages**

Hier matin sur France Inter, Nicole Belloubet (ministre de la justice) a déclaré que l'affaire Benalla avait été instrumentalisée, alors qu'il ne s'agit que d'une dérive individuelle.

Ah bon ?

Mais alors, pourquoi y a-t-il un changement de Directeurs Général des Services de l'Elysée, avec une réorganisation complète de ces services ??...

► **12 sept. : Le Président Macron abdique devant Monsanto**

Emmanuel Macron avait promis l'interdiction du glyphosate au plus tard en 2020 mais il est en train d'abdiquer sous la pression des industriels du toxique comme Monsanto.

Le projet de Loi Agriculture et Alimentation débattu à l'Assemblée nationale en ce moment offre l'opportunité de concrétiser cette promesse. Or, le gouvernement est en train de rompre cet engagement puisqu'il refuse de l'inscrire dans le projet de loi.

322 000 personnes ont déjà signé la pétition pour obtenir l'interdiction du glyphosate d'ici 2020. Vous aussi, signez la pétition [en cliquant ici](#).

► **world cleanup day à Ste-L le 15 septembre**

Grand nettoyage de Sainte-Luce-sur-Loire, dans le cadre de la journée mondiale "Nettoyons la planète", ouvert à tous, petits et grands de 14h30 à 16h30.



Les brèves en août 2018

► 26 août : Ecologiser l'économie

Intéressant édito de Dominique Seux (Directeur délégué de la rédaction du quotidien 'Les échos') dans Ouest-France du 22 août 2018. Evoquant le réchauffement climatique, il constate que "Le système d'économie de marché tel qu'il fonctionne depuis plus d'un siècle a une responsabilité dans cette situation." 'ce type de croissance est devenu insoutenable dans la durée. Il consomme et épuise trop d'énergies qui dégradent la nature et compromettent l'avenir de l'humanité."

Il considère que les énormes masses de capitaux sont disponibles et que l'économie a les moyens de s'attaquer à cette question : "Décarboner les transports, réduire partout les consommations d'énergies, remplacer les centrales polluantes par des énergies renouvelables ou plus propres, tout cela nécessite des investissements financiers colossaux. La chance est que le capitalisme en a les moyens."

Pour cela, les Etats doivent fixer des objectifs ambitieux et les peuples doivent faire pression au niveau mondial sur l'économie et le politique.

C'est bien là tout le problème !

Pour lire l'édito de Dominique

Seux, [cliquer ici](#).



► 25 août : Rentrée difficile...

► 23 août : Valérie Pécresse et les Sans

papiers (Reprise de l'article de Pierre Serne, ancien Vice Président de la région Ile de France chargé des transports et de la mobilité)

Avant mon post habituel sur le décompte de déni de justice contre les sans-papiers par V. Pécresse, sachez que nous venons d'apprendre qu'en plein mois d'août il a été annoncé par les opérateurs (SNCF, RATP et Optile) responsables de la mise en œuvre pratique de la billettique des transports franciliens au nom du STIF qu'il leur faudrait 13 MOIS pour remettre en place un navigo à tarif réduit pour les sans-papiers...!! 13 MOIS !!

Quand on crée de nouveaux tarifs en quelques semaines et qu'on a mis en œuvre le basculement technique de la révolution du pass navigo toutes zones en deux mois en 2015...

C'est non seulement un scandale dont on voit bien par qui il est dicté (n'est ce pas Mme la présidente Pécresse) mais c'est un formidable bras d'honneur à la justice administrative française et une belle saloperie supplémentaire à l'égard de 110 000 personnes en situation précaire qui attendent le retour de leur droit légal depuis plus de deux ans et demi !!

Que les grandes entreprises publiques de transport se fassent complice de cela (y compris en acceptant en plus les nouveaux critères illégaux demandés par Mme Pécresse) me laisse pantois et révolté.

Nouvelle bagarre judiciaire à mener donc... Mais je vais essayer de le faire en urgence. Cela fait désormais 209 jours que Valérie Pécresse ne fait pas appliquer par Île-de-France Mobilités le jugement du tribunal administratif de Paris l'obligeant à redonner le droit à la solidarité transport (-50% sur le Navigo) aux personnes en situation de précarité bénéficiaires de l'Aide Médicale d'Etat (AME). La décision a pourtant été confirmée on ne peut plus clairement en appel et est bien d'application immédiate. Et les demandeurs se voient toujours répondre par l'Agence Solidarité Transport qui gère pour le STIF le système de réductions, invariablement, que leur attestation d'AME ne leur donne droit à rien... en toute illégalité et déni de justice.

► **21 août : Glyphosate : face à l'inaction du gouvernement, EELV agit en justice**

Suite à la récente condamnation de Monsanto par la justice californienne, EELV entend contester en urgence en justice la légalité des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits à base de glyphosate autorisés en France.

EELV a donc déposé plusieurs recours contre des produits Roundup à base de glyphosate de Monsanto, ainsi que contre des produits d'un autre producteur, Nufarm, à base de glyphosate.

Pour les particuliers, EELV demande la suspension immédiate des autorisations. Pour les professionnels, EELV demande que l'Anses réexamine d'urgence les autorisations et qu'un plan de sortie du glyphosate.

Alors que le Grenelle de l'environnement promettait de diminuer de 50% l'usage des pesticides en France et que l'Accord de Paris implique une logique de développement de l'agriculture plus respectueuse de la nature et des humains, la France a vu son utilisation de pesticides augmenter de l'ordre de 15% environs. Il est temps que le gouvernement passe aux actes.

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **20 août : Une BD sur l'EPR**

Dans son numéro d'été 2018, *La Revue Dessinée* présente, entre autres sujets, une BD relatant les déboires de l'EPR de Flamanville et l'aberration du projet.



Bien fait et très pédagogique ! (exemple ci-dessous)

La Revue Dessinée, en vente dans les bonnes librairies (dont la librairie *Les Lucettes* à Sainte-Luce). Pour plus de détails : www.larevuedessinee.fr .

► **20 août : Pétition particules fines/oxydes d'azote**

"Chaque année en France, 52.000 décès sont liés à la pollution de l'air, soit 145 personnes par jour. Pour couvrir le coût sanitaire (hospitalisations, consultations médicales, dépenses en médicaments, etc.), les Français doivent s'acquitter d'une facture médicale de 100 milliards d'euros", indique pour sa part l'association France Nature Environnement.

Le « laisser-faire », c'est le « laisser-mourir ».

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, nous vous remercions de bien vouloir répondre aux légitimes inquiétudes des signataires de cette pétition en les informant du plan d'attaque que vous envisagez de lancer pour stopper au plus vite l'hécatombe perpétrée par la pollution de l'air par les particules fines.

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#)

► **14 août : Bayer veut faire annuler l'interdiction des insecticides tueurs d'abeilles**

Lorsque Bayer a obtenu le feu vert pour sa fusion avec Monsanto cette année, deux des sociétés les plus toxiques du monde ont réussi à unir leurs forces - malgré un inépuisable dossier de crimes environnementaux, du DDT à l'agent Orange.

URGENT : Bayer vient de relancer une offensive judiciaire pour renverser l'interdiction européenne de pesticides tueurs d'abeilles ! Si Bayer gagne, cela ruinerait les énormes progrès que nous avons réalisés cette année pour les abeilles.

Soyons nombreux à nous mobiliser pour dire à Bayer que nous ne reculerons pas tant qu'il n'aura pas abandonné son procès qui menace d'exterminer les abeilles !

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).



► 13 août : Hulot part au combat...

► 13 août : la météo inspire le Canard Enchaîné...



► 10 août : Arrêt en urgence

du réacteur 3 de Cruas-Meysse : des rejets d'iode radioactif¹³¹ se sont produits et ont été tus.

On nous a expliqué que plusieurs centrales nucléaires refroidies par l'eau des fleuves ont été ralenties, et même certaines tranches arrêtées, suite à la canicule, pour éviter de rejeter de l'eau trop chaudes dans l'environnement.

Mais il semble bien que le scénario réel soit très différent à la centrale de Cruas-Meysse. Car là, c'est un arrêt automatique d'urgence qui a eu lieu, suite à un rejet important d'iode radioactif¹³¹ dans la nature, perceptible à plusieurs km à la ronde.

Ni les autorités préfectorales ni EDF ni l'ASN n'en ont informé la population riveraine, notamment celle se trouvant sous le vent qui soufflait du sud vers le nord à 18km/h selon Météo-France....

Pour en savoir plus, [cliquer ici](#)

► 10 août : Les forêts d'Europe s'embrasent

"Au sud, les tragiques incendies en Grèce ont coûté la vie à plus de 90 personnes et constituent un véritable coup dur pour l'économie déjà fragile du pays. Au nord, la Suède est également en proie à des feux de forêts dévastateurs. D'Est en Ouest, c'est toute l'Europe qui est frappée par des vagues de chaleur extrême et la sécheresse. (...)

Le changement climatique et les conséquences dramatiques de l'utilisation de combustibles fossiles ont déjà un impact profond sur nos vies. Face à cette situation, nous n'allons pas rester silencieux."

L'association 350.org incite tous ceux qui le veulent à organiser des manifestations, réunion, (...) pour le climat et exiger un avenir sans énergies fossiles.

Pour en savoir plus, [cliquer ici](#)

► 9 août : Les dégâts de l'insecticide Chlodécone aux Antilles

La Martinique, tout comme la Guadeloupe, connaît une pollution unique au monde de ses terres agricoles, de ses eaux de rivières et de son littoral. La responsable : la molécule de chlordécone utilisée comme insecticide dans les bananeraies, maintenant interdite.

Les conséquences sanitaires sont alarmantes. Contamination de la viande, des poissons et de nombreux légumes par cette molécule. Ces aliments contaminés sont pourtant ensuite autorisés à la vente. Conséquences : cancers, retards cognitifs, accouchements précoces... Pire encore : la réglementation européenne autorise 5 fois plus de chlordécone dans la viande et 10 fois plus dans la volaille.

Suite à une première pétition, le ministre a déclaré vouloir revoir ces limites. Mais Il est encore temps de faire entendre votre voix et convaincre le gouvernement d'agir vite.

Pour signer cette pétition de Change.org, [cliquer ici](#)

► 9 août : Stop aux expulsions des migrants et des Roms !

Communiqué de presse de EELV Pays de la Loire – 3 août 2018

« En totale contradiction avec son communiqué du 14 juillet, la ville de Nantes a mis à la rue le 2 août les migrants qui avaient trouvé refuge dans l'ancien lycée Leloup-Bouhier. Ces mêmes migrants qui avaient dû quitter successivement l'ancienne maison de retraite de Bréa, les bureaux inoccupés de CAP 44, la Persagotière, le square Daviais. A cela s'ajoute l'expulsion survenue fin juillet de 200 familles migrantes de l'Europe de l'Est dans le secteur de la Prairie de Mauves.

Où sont les valeurs d'humanité et de responsabilité revendiquées dans ce communiqué de la ville ? (...) »

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#)

Echos dans la presse :

► la majorité vole en éclats Presse-Océan : [Cliquer ici](#)

► les élus écologistes et citoyens se désolidarisent de la Ville Ouest-France : [cliquer ici](#)

► 2 août : Loi Immigration=danger

Réfugiée afghane de 29 ans, avec sa fille de 6 ans, mais toujours pas régularisée, Roya M. livre son témoignage sur les conséquences prévisibles de la loi immigration en cours d'examen : « *Après avoir donné les pleins pouvoirs aux préfets* pour expulser les demandeurs d'asile dublinés sans même avoir besoin d'émettre un arrêté de transfert avec la loi du 20 mars 2018, ce texte entérine désormais l'enfermement des enfants en centre de rétention, même s'ils sont âgés de quelques semaines ou quelques mois, accompagnés de leurs parents. Sont ainsi considérés comme des délinquants des personnes, hommes et femmes, parfois parents de jeunes enfants, qui n'ont pourtant commis aucun délit, et qui tentent de sauver leur vie et celles de leurs proches.* » Pour lire son témoignage et signer la pétition qu'elle a lancé sur 'Change.org', [cliquer ici](#)

► 2 août : Drôle de 'Voyage à Nantes' pour les réfugiés !

Les réfugiés expulsés du square Daviais qui n'ont pas été relogés (entre 200 et 300 personnes) avaient trouvé refuge (provisoire) dans d'ex-lycée Leloup-Bouyer. Ils en ont été expulsés ce matin, sans solution de relogement !

Pas de surprise : on expulse ; pour l'accueil, on verra plus tard !

Les associations appelaient à un rassemblement ce soir square Daviais.

Et déjà, des migrants commencent à se réinstaller square Daviais ...!

Les brèves en juillet 2018

► 24 juillet : Une évacuation sans solutions

Finalement, l'évacuation a eu lieu hier, lundi. Mais comme dénoncé par avance par les associations humanitaires, ce sont 452 migrants qui ont été évacués, alors que la préfecture n'a que 147 places d'accueil à proposer !

Encore une fois, ce sont 300 migrants qui vont se remettre à errer de squat en squat, sans accueil digne de ce nom et sans examen sérieux de leur situation ...

► 21 juillet : Un appel des organisations humanitaires

Toujours la même incertitude. Plusieurs associations humanitaires (ATD, CIMADE, DAL, Emmaüs, Autre cantine, logis St Jean, Urgences jeunes 44, ...) ont lancé un appel à la préfecture pour qu'une éventuelle évacuation se fasse dans le respect des personnes. Elles

proposent que la Région mette à disposition les logements vacants de l'ancien lycée Vial pour l'accueil des migrants.

► **20 juillet : L'affaire Benalla...**

► **19 juillet : Square Daviais, toujours l'incertitude**

L'expulsion des migrants du square Daviais, à Nantes, qui doit faire suite à la décision de justice prise mercredi 18 juillet, n'a toujours pas eu lieu. En attendant, les associations demandent plus de moyens de la mairie et cherchent un logement décent et pérenne. "80 à 100 places seront mises à disposition par les cinq départements de la région, pour reloger les migrants les plus fragiles, sur les 378 recensés", a réaffirmé la préfète de Loire-Atlantique. (...) Selon elle, ce qui n'est pas confirmé par la mairie, une soixantaine de places supplémentaires pourraient également être mises à disposition par la Ville de Nantes. Et les autres ??? Ashref, 19 ans, vient du Soudan, et campe Square Daviais. Il ne comprend pas : "On est déjà à la rue, comment est-ce que l'on peut nous virer de la rue ?" s'exclame-t-il.

En attendant, les 378 exilés du square Daviais vivent dans l'incertitude. Ils ignorent tout de la date de leur expulsion. Les rumeurs courent, on parle de ce vendredi.

► **18 juillet : Communiqué des élu.e.s écolo et citoyens**

"(...) Les élu.e.s écologistes et citoyens de Nantes et EELV s'insurgent contre un procédé indigne, qui consiste à ne pas apporter volontairement les équipements d'urgence (sanitaires notamment) à ces personnes démunies, puis à constater que leur lieu de vie précaire est devenu insalubre, pour demander leur expulsion.

Ils demandent à l'État de respecter notre Constitution qui prône le devoir de solidarité, et d'assurer par conséquent l'accueil d'urgence.

Aucune de ces personnes ne doit être expulsée sans solution de mise à l'abri. Il est question de 100 places réparties en Pays de la Loire pour 400 demandes : qui osera procéder au tri ? Selon quels critères ? (...)"

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **18 juillet : l'ami Poutine...**

► **17 juillet : URGENT= menaces d'expulsion immédiate square Daviais**

Il y a maintenant 400 exilés réfugiés au square Daviais.

Ce week end, la maire de Nantes déclarait

"[qu']elle refuse de demander l'évacuation du

Square Daviais, malgré la mise en demeure qu'elle a reçue hier de la Préfecture"

Depuis, le tribunal a été saisi en référé par la Préfète pour l'expulsion.

Délibéré ce mardi à 16 h.



Venez sur place pour marquer votre opposition à une expulsion sans relogement !

Nous refusons une expulsion brutale et demandons que les pouvoirs publics offrent aux personnes présentes sur le square des solutions d'hébergement adaptées. Il y a sur place des familles et des enfants. Tous doivent pouvoir vivre dignement, ne pas dépendre d'une distribution alimentaire en pleine rue et accéder à des conditions d'hygiène décentes. Soyons le plus nombreux possible cet après midi à 16 h au tribunal administratif, allée Gloriette, bâtiment face au square Daviais.

► 11 juillet : Solidarité pour les exilés et les habitants des quartiers

Communiqué de presse - 11 juillet 2018

Groupe des élu-e-s écologistes et citoyens de Nantes Métropole

Une ville pour toutes et tous :

Solidarité pour les exilés et les habitants des quartiers

Un drame ça suffit. Faisons tout pour en éviter d'autres

Face aux urgences, des associations et des citoyens réagissent.

Les élu-e-s Écologistes et Citoyens s'appuient sur ces dynamiques associatives et citoyennes pour interpeller l'État et demander que de concert, la Préfecture et la ville de Nantes trouvent des solutions,

"A Nantes, terre de solidarités, d'intelligences collectives, on ne peut pas laisser des centaines d'exilés dans le dénuement, sans hygiène et sans abri digne de ce nom.

N'attendons pas qu'il y ait des morts pour agir".

Pour ces exilés, la réponse n'est pas une évacuation violente du square Daviais, sans solution de relogement.

De même que dans les quartiers, la solution ne passera pas par une surenchère de contrôles de police et d'intimidations.

Des solutions existent.

Pour les exilés, sans attendre, une mise à l'abri par la ville est indispensable au moins à titre précaire, en ouvrant des gymnases et en mettant à disposition des lieux voués à la rénovation ou à la démolition.

Ces exilés ont faim. Les associations ont une réponse, appuyée par 200 bénévoles, dans un lieu « l'autre cantine » prêt à servir jusqu'à 500 repas par jour pendant tout l'été.

"Madame la Préfète, Madame le Maire de Nantes, les nantais-e-s sont généreux et solidaires. Vous devez vous appuyer sur cette énergie positive et imaginer avec eux l'accueil durable de ces exilés qui subissent une situation invivable. Ils vous ont interpellées. Ils ont monté un projet solide. Il faut l'étudier et arrêter de se renvoyer la responsabilité de l'action entre ville et préfecture".

Faisons vivre le principe de fraternité, consolidé par le conseil constitutionnel. Nantes est une terre d'asile et de métissage, où nous devons ensemble répondre ensemble à l'urgence des exilés et, durablement, aux attentes dans tous les quartiers de la ville.

Les acteurs et les citoyens sont nombreux à vouloir agir, de manière coordonnée et sans calcul.

Faisons leur confiance. Chiche ?

Les élu-e-s Écologistes et Citoyens

► 8 juillet : Transition numérique, quel impact sur le climat ?

Une table ronde sur ce thème était organisée en avril dernier par Centrale-Energies (Damien Ambroise) et Centraletech (Anas Chadil).

Les conclusions de cette rencontre mettaient l'accent sur le déploiement des technologies numériques induisant "une augmentation exponentielle des données à stocker et à traiter."

(...) Cela entraîne des besoins énergétiques méconnus "qui pourraient ne pas être compensés par les économies qu'elles pourraient apporter."

"la consommation énergétique du numérique double tous les 8 ans...". Le trafic des données augmente de 35% par an, dont 85% dû à l'usage de vidéos. En 2020, les émissions de CO2 induites par le numérique pourrait dépasser celle du trafic aérien.

Pour limiter ces effets, les spécialistes préconisent de limiter le nombre de périphériques, en particulier des smartphones (utilisation de métaux rares et polluants), de vidéos, et de prolonger la durée de vie des équipements.

(D'après le compte rendu paru dans *L'Hypocampe*, revue des ingénieurs centraliens de Nantes).

► 5 juillet : Vols de nuit

Depuis de nombreuses années, les opposants au transfert de l'aéroport de Nantes vers NDDL réclament l'actualisation du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) et des mesures pour limiter les nuisances sonores pour les riverains. La question des vols de nuit est particulièrement sensible.

La limitation de la fréquence de ces vols de nuit et l'interdiction des avions les plus bruyants ont été évoquées.

Les Elu.e.s écologistes et citoyens de Nantes Métropole viennent de prendre une position claire : ils/elles souhaitent une interdiction des vols de nuit, contrairement à la position de la Présidente de Nantes Métropole (Johanna Rolland).

Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes et citoyens, [cliquer ici](#).

► 5 juillet : Rassemblement de Solidarité et collecte alimentaire

Jeudi 5 juillet de 17H à 19H devant la préfecture

La situation humanitaire se dégrade à Nantes - en plein centre Nantes, Square Daviais, les Réfugiés subissent, entre autres, de plein fouet les intempéries de ces derniers jours.

Rassemblons-nous pour dénoncer ces situations et peser dans les solutions d'urgence pour aujourd'hui et d'accueil inconditionnel, digne et solidaire pour demain ...

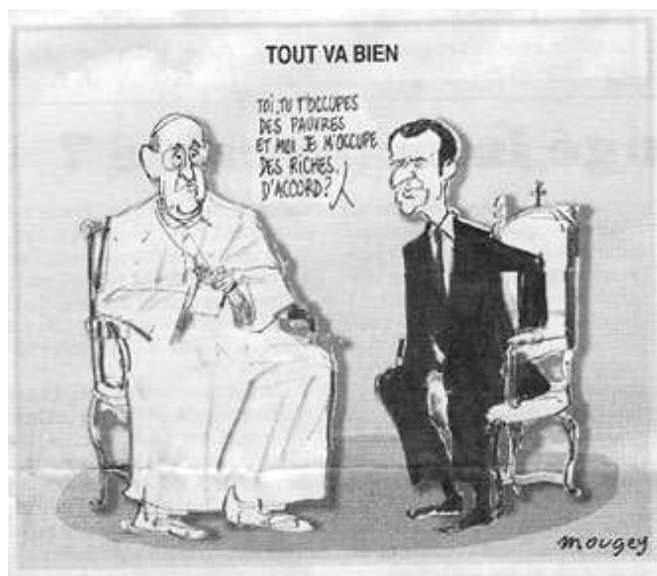
Les problèmes alimentaires commencent à se poser square Daviais. Une "Autre cantine" est en train de se mettre en place. Pour en savoir plus, [cliquer ici](#).

Liste des premiers soutiens :

Collectif pour la création de maisons d'accueil pour tous, Collectif des hébergeurs solidaires Nantes et alentours, Collectif urgence jeunes 44, Collectif des sans-papiers, Collectif soutien migrants Nantes, ASAMLA, ATD Quart Monde, CIMADE, CSF, DAL, EMMAUS Nantes, GASPROM, GREF, LDH, LOGIS SAINT JEAN, MRAP, MEDECINS DU MONDE, RESF, L'intersyndicale 44, ...

Les brèves en juin 2018

► 29 juin : Dessins publiés dans le *Canard*



► 25 juin : dissolution de l'ACIPA ?

Une assemblée générale de l'ACIPA est convoquée le samedi 30 juin à 16h00 à Notre Dame Des Landes. Ordre du jour : L'objet de l'association ayant disparu (refus d'un aéroport à NDDL), il n'y a plus lieu de prolonger l'existence de l'ACIPA.

Par contre, la lettre de l'ACIPA indique la création de l'Association "Pour un Avenir Commun dans le Bocage" (AACB), qui a pour but unique de fédérer sur le soutien à un avenir commun dans le bocage.

► **24 juin : Interventions des Elu.e.s écolo. au Conseil de Nantes Métropole**

"Pour ce dernier conseil métropolitain avant l'été, ce sont pas moins de 66 dossiers qui ont été soumis aux votes ! Parmi eux, le logement a pris une place importante avec l'arrêt du projet du programme local de l'habitat. A l'heure du détricotage du logement social par le gouvernement, Pascale Chiron a rappelé la priorité donnée par Nantes Métropole pour que tous les habitants de l'agglomération aient accès à un logement adapté à leurs besoins et à leurs ressources. Réduire sa facture énergétique, habiter un logement sain et confortable, valoriser son patrimoine... cette solidarité se traduit également par la transition énergétique avec « Mon Projet Rénov » présentée par Julie Laernoës : durant 8 ans, 56 millions d'euros seront investis pour rénover un millier de logements privés chaque année. Objectif : devenir un territoire « zéro passoire énergétique » !

Pour les écologistes, « un toit est un droit ». Cela implique l'accueil inconditionnels des migrants dans des conditions dignes et humaines. Nantes Métropole donne un pognon de dingue pour l'attractivité, il faut rééquilibrer et prévoir des moyens financiers pour accueillir dignement les migrants, a déclaré Jean-Paul Huard."...

Pour lire la suite de la lettre des Elu.e.s écolo. et leurs interventions lors de ce Conseil, [cliquer ici](#).

► **22 juin-Enfouissement des déchets nucléaires : opération policière contre les opposants et leur avocat**

Communiqué de protestation de la Ligue des Droits de l'Homme :

A la suite de la vague d'interpellations d'opposants au projet Centre industriel de stockage géologique (CIGEO) d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, de très nombreuses associations ainsi que les instances ordinales se sont émues d'une nouvelle réaction judiciaire inappropriée.

Après les interpellations des lycéens et étudiants au lycée Arago, ce sont dorénavant les avocats qui sont visés, dans le cadre de leur défense d'opposants politiques. Ainsi, Etienne A., avocat au barreau de Paris, a été interpellé et perquisitionné sur commission rogatoire du juge d'instruction Kevin L. Il est important de préciser que les faits qui lui sont reprochés s'apparentent à des prétextes judiciaires en vue de freiner l'ampleur du combat judiciaire qu'il mène. Son placement sous statut de témoin assisté confirme l'inanité des éléments à charge. Par ailleurs, les perquisitions et saisie de son matériel professionnel n'ont d'autre objectif que de violer judiciairement le principe du secret des correspondances entre un avocat et ses clients.

De telles mesures s'inscrivent dans la ligne tenue par le ministère de l'Intérieur dont l'objectif affiché est de fragiliser toute contestation. La Ligue des droits de l'Homme appelle à ce que cette stratégie d'instrumentalisation de l'appareil judiciaire à des fins d'intimidation des contestations politiques cesse, dès à présent.

Paris, le 22 juin 2018

Pour plus de précision, lire la pétition signée par de nombreux avocats, [en cliquant ici](#).

► **21 juin : C'est la fête de la musique !**

A Sainte-Luce, elle sera organisée par l'école de musique et se déroulera sur l'esplanade face à la mairie, de 17h30 à 23h00. Un food-truck sera présent.

Au programme les ateliers jeunes et adultes, des groupes de musiques actuelles, la chorale des rouges-gorges, l'orchestre d'harmonie,...

Le Big band de l'école de musique (auquel je participe) se produira à 20h15.

► **21 juin : La loi Élan supprime discrètement la protection face aux antennes-relais**

Il s'agit d'un "cavalier législatif" qui fait passer un dispositif (antennes téléphoniques) qui n'a pas de rapport avec l'objet de la loi (logements).

Ce "cavalier" supprime les dispositifs de la loi Abeille qui permettaient un contrôle de l'implantation des antennes relais (délai de 2 mois pour permettre l'information et la concertation avec les habitants exposés aux ondes téléphoniques).

Laurence Abeille, à l'origine de la loi du même nom, écrit une tribune sur le site *ReporTerre*. Pour la lire, [cliquer ici](#).



Est-ce en prévision de ce "cavalier législatif", que la majorité municipale ne réunit plus la *Commission de Concertation Communale* (sur les antennes de téléphonie mobile) depuis plusieurs années ???

► L'odyssée de l'Aquarius...



► 12 juin : Accord pour que Total importe de l'huile de palme

► 12 juin : Les capsules alu. des machines à café mal recyclées

Les emballages en alu de taille moyenne (canettes, boîtes conserves) sont en majorité recyclés : 31 000 tonnes sont ainsi récupérées sur les 40 000 jetées à la poubelle.

Par contre les petits objets légers, comme les capsules des machines à café, échappent en grande partie au recyclage : seulement 350 tonnes sur les 60 000 tonnes produites !

Certaines entreprises, comme Nespresso, souhaitent que les centres de tri s'équipent des machines permettant de les récupérer.

Mais d'autre part, certaines organisations de protection de l'environnement dénoncent le surcoût de ces capsules (100 € le kg de café !) et l'impact de l'extraction de la bauxite sur la déforestation en zone tropicale, la pollution en Méditerranée, ...

► 9 juin : La contribution du gouvernement à l'augmentation du trou de la sécu

Dans les entreprises, les salaires sont soumis aux charges sociales. Mais l'entreprise peut aussi verser sur les dispositifs d'épargne salariale. Pour éviter les distorsions, ces versements sont soumis à un forfait de 20% au titre des charges sociales.

Mais Emmanuel Macron vient d'annoncer la suppression de ce forfait social pour les entreprises de moins de 250 salariés, pour inciter les patrons à forcer sur l'épargne salariale plutôt que les salaires.

Seul petit problème : cela fait un manque à gagner immédiat de 440 millions € pour la sécurité sociale, en attendant que les patrons privilégient un peu plus l'épargne salariale (qui leur revient 20% moins cher...).

Après avoir creusé le trou, on viendra nous expliquer qu'il faut être responsables et ne pas accepter ce déficit. Et pour cela on augmentera la CSG pour tout le monde, et pour les retraités, en particulier...

► 9 juin : Un encouragement à l'évasion fiscale

Le Président Macron vient d'annoncer la suppression de l'"Exit tax" qui avait été créée par Nicolas Sarkozy pour combattre l'évasion fiscale. Cette taxe concerne, en effet, les personnes qui possèdent plus de 800 000 € de valeurs mobilières et qui veulent se domicilier fiscalement à l'étranger. Le principe consiste à faire le point sur les plus-values sur ces valeurs mobilières avant leur départ, et à les imposer quand elles seront vendues.

Non seulement, c'est un cadeau à la frange la plus riche de la société (en plus de la quasi disparition de l'ISF), mais cela constitue aussi une facilité pour l'évasion fiscale.

"Président des riches, vous êtes certain ?..."

► 3 juin : Moins le Front



Les brèves en mai 2018

► 30 mai : Appel de COPAIN44 à un pique-nique de soutien aux paysans le 31 mai à 19h00

Suite à son appel "Paysannes et paysans en détresse sur la ZAD de NDDL !" (voir article ci-dessous), COPAIN44 et des membres de plusieurs composantes du mouvement anti-NDDL appellent à participer à un pique-nique de solidarité avec les paysans historiques de la ZAD pour rappeler "la nécessité du respect du voisinage et des activités sur l'ensemble de la ZAD, ainsi que la libre circulation et le libre accès aux parcelles."

Le rendez-vous est fixé à La VacheRit à 19h00 ce mercredi 31 mai (accès par le Nord de la ZAD).



► 30 mai : L'horizon écologique s'assombrit :

Car, finalement, ce sera **AVEC glyphosate !**

Car l'interdiction de ce produit dans 3 ans dans la loi aurait permis une recherche de solutions alternatives. Alors qu'une vague promesse d'y revenir dans 3 ans va encourager les recherches pour montrer que ce produit est irremplaçable...

Ajoutons à cela les menaces sur la 'loi littoral', l'allègement des restrictions à la chasse et la diminution du prix du permis de chasse, l'abandon du plan banlieues, l'allègement de la loi SRU (les logements HLM vendus resteront comptabilisés comme logements sociaux pendant 10 ans), l'allègement à 10% du nombre de logements nouveaux accessibles aux personnes à mobilité réduite,...

Décidément, l'horizon écologique de la

France s'assombrit sérieusement...

Pour signer la pétition "NE TOUCHEZ PAS A AL LOI LITTORAL !", [cliquer ici](#).

► **22 mai : Un blessé grave à NDDL**

Un homme a eu la main arrachée ce mardi en ramassant une grenade sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, lors de heurts avec des gendarmes en marge des travaux de déblaiement de squats détruits (AFP).

Les versions des faits sont, bien entendu contradictoires. Version police : les gendarmes sont venus au lieu dit Chat-teigne pour déblayer les gravas du squat évacué la semaine dernière. Des opposants s'en sont pris aux gendarmes mobiles qui ont tiré des grenades offensives pour se dégager. C'est alors qu'un homme de 21 ans a eu la main arrachée en ramassant une grenade. // Ce sont les gendarmes mobiles qui ont chargé et tiré des grenades sur les zadistes présents sur place...

Il a été évacué vers l'hôpital. Le pronostic vital n'est pas engagé, mais il a été amputé de la main droite.

Quoiqu'il en soit, c'est un miracle que les 11000 grenades tirées (mais également pas mal d'engins incendiaires artisanaux) n'aient pas provoqué plus de blessés graves, ou même de morts, comme le souligne le groupe de soignant.e.s de la ZAD.

► **13 mai : Les morts *non naturelles* aux USA**

En 2016, les morts par armes à feu s'élevaient à 38 600. C'est un phénomène connu. Mais un article dans le dernier N° de *Alternatives économiques* nous apprend que ce n'est pas la cause la plus importante des morts "*non naturelles*". C'est en effet le nombre de morts par overdose qui arrive largement en tête, avec **63 000 morts**.

La cause ? Un développement très important des produits de substitution aux calmants à base d'opium, comme l'héroïne (moins chère) ou, encore moins chère, les produits de synthèse à base de fantanyl.

Osons en parler...

► **9 mai ; Projet YelloPark : les élus *écologistes et citoyens* de Nantes déposent une contribution**

"Après avoir co-organisé une rencontre publique avec des collectifs d'habitants de la Beaujoire, des supporters du FC Nantes, l'association « A la nantaise » et le groupe Réalités, les élus écologistes et citoyens déposent ce 7 mai leur contribution sur le projet YelloPark dans le cadre de la consultation publique.

En premier lieu, les élu-e-s interrogent le bilan carbone d'un tel projet. On sait que l'optimisation a toujours un impact moindre sur l'environnement par rapport à une destruction / reconstruction. C'est pourquoi, cette donnée doit être prise en compte par une évaluation avant toute prise de décision.

Sur le temps de la concertation, nous redisons notre attachement à une phase d'élaboration avec les habitant-e-s suffisamment longue pour améliorer et prendre en compte toutes les problématiques soulevées par ce projet d'envergure. La demande de Johanna Rolland d'allonger la concertation d'un mois va dans le bon sens mais c'est loin d'être suffisant face à un rythme de réunions publiques très soutenu qui ne permet pas aux habitants de préparer correctement tous les dossiers, d'approfondir les enjeux, et d'explorer des alternatives crédibles.

Pour les élu-e-s écologistes et citoyens, il serait pertinent de prolonger la concertation jusqu'à fin 2018 pour la cohérence globale du projet de quartier Nantes-Erdre avec la prolongation de la ligne 1 de tramway et le réaménagement du périphérique.

Concernant l'urbanisme, nous nous interrogeons sur le risque pour la collectivité de laisser la main sur l'aménagement d'un quartier de 23 hectares à un seul promoteur privé : cette opération limiterait la capacité d'encadrement notamment sur l'aspect "qualité de vie, qualité de ville" que nous défendons."

Pour lire la contribution, [cliquer ici](#)

► **8 mai : report sine die de la fête à NDDL programmée initialement les 7 et 8 juillet**

"Considérant que le climat actuel ne permet pas l'organisation d'une fête de l'ampleur des rassemblements que la Coordination a l'habitude de gérer - qui réunissent depuis plusieurs années, des dizaines de milliers de militants ou sympathisants - et considérant que la situation sur la zone reste très incertaine pour les mois à venir - le premier ministre donnant un délai de trois semaines aux occupants pour vider les lieux s'ils n'ont pas de projet agricole - la Coordination a décidé d'ajourner le rassemblement NDL2018 qu'elle avait annoncé pour les 7 et 8 juillet prochains.

La Coordination remercie les dizaines de milliers de personnes qui ont participé au succès

des rassemblements estivaux toutes ces dernières années et tout particulièrement les milliers de bénévoles, les personnes des comités de soutien et celles en lutte contre d'autres Grands Projets inutiles et Imposés, qu'il s'agira de continuer à soutenir.

Elle invite chacun à garder en mémoire que le 17 janvier 2018, le projet d'aéroport fut abandonné grâce à eux tous.

Cette victoire est la leur, la nôtre à tous, une magnifique victoire populaire et collective !

Pour lire le communiqué de la Coordination des organisations opposées au projet de NDDL, [cliquer ici](#).

► **8 mai : Une victoire... contre la ferme-usine de 4000 bovins à Digoin (71) !**

(Communiqué de "Agir Pour l'Environnement") "Au terme d'une lutte exemplaire et d'une mobilisation en ligne qui nous a permis de rassembler plus de 68 000 personnes, le préfet de Saône et Loire vient de refuser la construction d'une ferme-usine de 4000 bovins à Digoin (71) ! Grâce à cette mobilisation, nous avons réussi à bloquer un projet mortifère qui normalise la souffrance animale tout en industrialisant à l'extrême l'élevage."

Les brèves en avril 2018

► **27 avril : Lettre des Député.e.s Européens** Au menu :

- Pesticides néonicotinoïdes : l'interdiction, une mesure salubre à amplifier
- Protection des lanceurs d'alerte : une belle victoire collective
- Fake news : soutenir le journalisme indépendant est le meilleur antidote
- Gazoduc STEP (France-Espagne) : un projet purement politique
- Tchernobyl : Il n'y a pas de vie saine après une catastrophe nucléaire ↵
Pour lire la lettre, [cliquer ici](#).

► **27 avril : Votez pour CoWatt !** ↵

CoWatt est un projet citoyen porté par les associations Alisée et Elise qui a pour objectif d'augmenter le recours à l'énergie solaire dans notre région grâce à l'épargne citoyenne. Pour mener à bien le projet, CoWatt a besoin d'un coup de pouce ! A la clé, un financement sur 3 ans par le ministère de l'écologie et l'ADEME pour accompagner les citoyens à créer leurs installations photovoltaïques ensemble et développer massivement les énergies renouvelables sur nos territoires. ↵

Pour ce soutien, la démarche est très simple et ne prend que 2 minutes :

- Connectez-vous sur le site www.jevotepour.cowatt.fr et créez un compte (rapide avec un mail ou un compte facebook)
- Votez pour le projet : "Cotoiturage solaire : 1000 centrales photovoltaïques en Pays de la Loire !"
- Partagez ce mail à vos amis, familles, voisins, collègues...etc pour augmenter encore le nombre de votes !

► **27 avril : Total veut faire carburer la France à l'huile de palme** ↵

Selon Greenpeace France, Total veut importer chaque année 550 000 tonnes d'huile de palme (la consommation actuelle de la France n'est que de 130 000 t) pour alimenter sa bioraffinerie géante de La Mède (Bouches-du-Rhône). ↵

Pour en savoir plus, [cliquer ici](#)- **Le 26 avril : Rassemblement le 27 avril pour Gaza**

► **GAZA : La France doit réagir d'urgence à l'inacceptable** ↵

Rassemblement Vendredi 27 avril à 18h Carrefour Barillerie/50 Otages à Nantes ↵

Appel de la Plateforme44 des ONG pour la Palestine

L'ONG Médecins sans Frontières fait état de blessures « inhabituelles et dévastatrices » chez les blessés de Gaza, atteints par les tirs délibérés de l'armée israélienne. Depuis le 30 mars, on compte 40 tués et plus de 4500 blessés dont beaucoup resteront handicapés. Rapporté à la population de la France, c'est l'équivalent de 1300 morts et 150.000 blessés... ...Aucun blessé même léger n'est à signaler chez les soldats israéliens. [cliquer ici](#)

2 - Appel à don de solidarité avec la population civile de Gaza ↵

Vous pouvez exprimer votre solidarité par un don (déductible pour ceux et celles qui sont imposables) que l'AFPS transmettra à ses partenaires médicaux à Gaza. ↵

- ▶ Envoi par chèque à AFPS44 - 21 Allée Baco 44000 NANTES ou remise au moment du rassemblement aux organisateurs. Au verso : indiquer solidarité Gaza ↵
- ▶ Vous pouvez aussi proposer le don en ligne aux adresses suivantes : - [cliquer ici](#) ou [cliquer ici](#).↵

Pour les dons en espèces, le donateur recevra un coupon d'attestation de don↵
Le bureau de l'AFPS44

▶ **Le 20 avril : En marche au pas de charge ?**↵

C'est maintenant au tour des étudiants qui luttent contre la sélection de se faire expulser des universités et écoles. Pour imposer ses "réformes" et décisions, "En marche" semble accélérer le pas, au point d'adopter le pas de charge (de CRS)...

▶ **Le 18 avril : Souvenir d'HIGELIN**↵

Fin 1978, les métallos de Brissonneau & Lotz Marine dans l'agglomération nantaise partaient en grève avec occupation de l'usine contre une demande de 250 licenciements de la direction. J'étais alors secrétaire de la section CFDT de cette entreprise. Cette grève (menée conjointement par le CFDT et la CGT) a duré 5 semaines et nous avons organisé de nombreuses actions pour que notre mouvement soit connu.↵

Parmi ces actions, nous avons organisé un concert de soutien à notre grève dans la salle du Champ de Mars à Nantes (aujourd'hui disparue et remplacée par une banque).↵

Et l'artiste qui avait accepté de venir se produire (gratuitement) lors de ce concert/meeting dans une salle bien remplie, c'était le "grand Jacques".↵

Je suis certain que les métallos nantais ont eu une pensée pour lui à l'annonce de son départ... ↵

▶ **Le 8 avril : Libérez le blogueur saoudien Raif Badawi !**↵

Alors que le président Emmanuel Macron reçoit lundi 9 avril le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammad Ben Salmane, c'est le moment de lui demander d'intervenir pour la libération de ce blogueur de 34 ans, emprisonné depuis 6 ans et condamné à 1000 coups de fouets pour avoir réclamé le respect des droits humains.↵

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

▶ **Le 6 avril : La lettre électronique de EELV Pays de la Loire vient d'être postée.** Pour la lire, [cliquer ici](#).↵

Au menu :

- Retour sur la conférence Solidarité Migrants du 28/03/18 à St Herblain
- Café débat « Vers une meilleure qualité de l'air à Saint-Nazaire », Lundi 16 avril 2018 à 19h à Saint-Marc-sur-mer
- Virgule de Sablé : expertise indépendante et gestes forts pour les usagers
- "On a 20 ans pour changer le monde" Ciné-débat Mardi 17 avril à Nantes au Concorde à 20h30
- Projet YelloPark à Nantes : contribution des élu.e.s écologistes et citoyens

▶ **le 4 avril : rêve de 68...**

▶ **le 4 avril : création de 145 places d'accueil des migrants à Nantes**↵

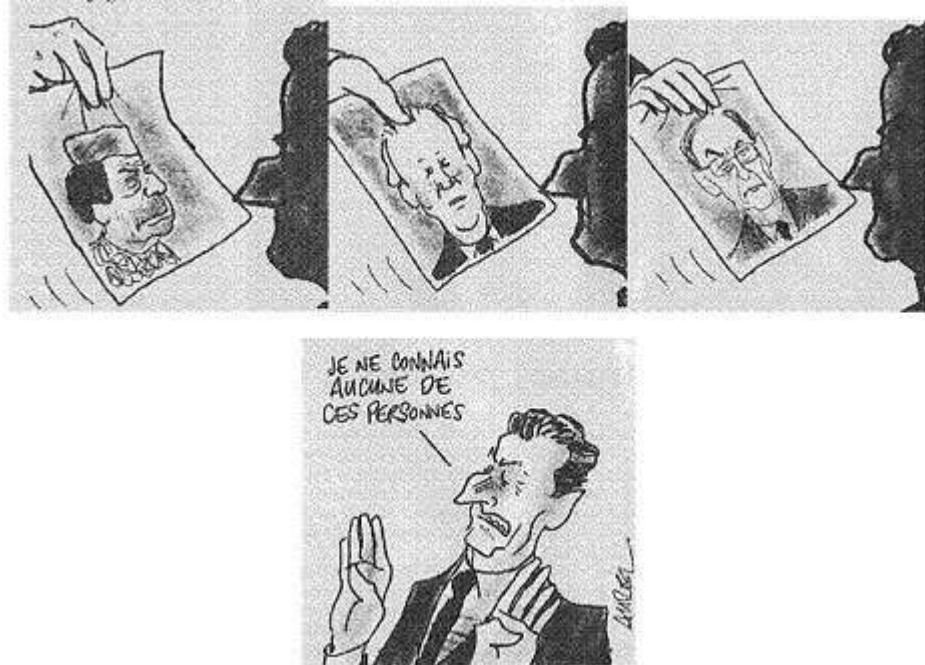
Les élu.e.s écologistes et citoyens de Nantes Métropole "saluent l'évolution de la position



de Johanna Rolland". ↩

Pour Jean-Paul Huard : "C'est le résultat d'une action conjuguée des mobilisations citoyennes, associatives et intersyndicales, et auxquelles la Ville et la Préfecture ont décidé de répondre en partie. Pour autant, le dialogue doit se poursuivre pour gérer la transition et prendre en compte les situations d'urgence, notamment des différents squats qui perdurent." Lire le communiqué [en cliquant ici](#). ↩

► **Le 2 avril : Garde à vue (selon le Canard)** ↩



Les brèves en mars 2018

► **Le 31 mars : nettoyage des bords de Loire à Sainte-Luce** ↩

Comme chaque année, le RCN (Racing-Club Nantais) organise en partenariat avec d'autres associations (CLEMENTINE, la Bellevusienne, ...) le nettoyage des bords de Loire. Il se déroulera le samedi 31 mars. Le rendez-vous est fixé à 8h45 sur le parking du stade Philippe Porcher. ↩

Petits et grands sont les bienvenus. Prévoir des gants voire des bottes. ↩

Les nettoyeurs se répartissent en petits groupes qui se voient confier un secteur. Des sacs poubelles sont mis à disposition. Quand ils sont remplis ou trop lourds, ils peuvent être laissés sur le bord de la route et un camion assure la collecte. ↩

La matinée se terminera par un moment convivial autour d'un casse-croute et d'un pot au camping Belle Rivière. ↩

Ensemble contribuons au maintien de notre cadre de vie et protégeons notre environnement.

► **22 mars : Merci, les Kurdes !** ↩

Pour ceux qui l'ont oublié : Les Kurdes sont un peuple qui compte environ 40 millions de personnes qui vivent sur un vaste territoire qui s'étend sur quatre pays : Turquie, Syrie, Irak et Iran. Tous les États qui abritent une communauté non négligeable de Kurdes s'opposent activement à la création d'un État kurde. Après avoir été les premiers à l'offensive contre Daesh, les voilà aujourd'hui sous les bombes des Turcs sans que personne ne proteste. Ils ont été



utilisés par tous. Et aujourd'hui, les alliances se forment au détriment des Kurdes, oubliant que la Turquie a servi de plateforme logistique aux terroristes de Daesh et que "Daesh utilisait la Turquie comme un hôtel". La Turquie recrute et rééduque des combattants de Daesh pour mener son invasion de l'enclave kurde d'Afrin dans le nord de la Syrie. Nous ne devons pas oublier que 50.000 Kurdes ont lutté contre l'EI et 20% d'entre eux sont des femmes.↵

Michèle Leucart

- ▶ **Le 28 mars : conférence débat 'migrants, dignité et solidarité' ! ↵**

CONFÉRENCE-DÉBAT
**« MIGRANTS : DIGNITÉ ET SOLIDARITÉ !
QUELLE POLITIQUE DE GAUCHE ? »**
mercredi 28 mars 2018 – à partir de 19h00



Salle du Vigneau (au-dessus complexe sportif)
Boulevard Salvador Allende, 44800 Saint-Herblain
Tram ligne 1 – arrêt Frachon

19h00 - 3 ateliers :

- ✓ Accueil et accompagnement : Quels leviers ? Quels parcours ?
- ✓ Liberté de circulation, liberté d'installation
- ✓ Quelle politique européenne de l'immigration ?

20h30 - 1 conférence-débat :

Avec **Marie-Christine VERGIAT** - Députée européenne, militante de l'égalité et des droits - des acteurs locaux.

Soirée organisée par • COLLECTIF TRAVAILLONS ENSEMBLE 44 •

<http://travaillons-ensemble-44.org/>

Militants syndicaux, associatifs ou politiques de différentes sensibilités appartenant à des partis -Europe écologie les Verts, Parti Communiste, Parti Socialiste, Union Démocratique Bretonne- ou à des mouvements -Gauche Démocratique et Sociale, Génération.s-

- ▶ **19 mars : Mobilisations sur le ferroviaire**

- **Pour défendre la ligne Châteaubriant-Rennes**↵

Réseau Ferré envisage de ne pas la rénover et de fermer le premier tronçon jusqu'à Retiers, faute de crédits pour la rénovation. Pourtant, cette liaison est importante, et elle laisse la possibilité future d'une liaison Nantes-Rennes plus courte que par Redon.↵

Réunion publique le Mercredi 4 avril à 19h00 à la salle du Foyer-Restaurant, Esplanade des Terrasses à Châteaubriant.

- **Pour défendre un véritable Service Public ferroviaire**

Des manifestations unitaires vont avoir lieu jeudi 22 mars partout en France pour sauver le service public ferroviaire. EELV, comme de nombreux syndicats et partis politiques, appelle à y participer et à réclamer : des transports publics pour tous, un service vraiment public, une priorité au rail, pas de fermeture de lignes, une politique ambitieuse de fret.

Pour télécharger le tract, [cliquer ici](#).

- ▶ **L'Extrême Droite en France et en Europe : Danger ! Le 28 mars**

Comment expliquer la montée de l'extrême droite ? Est-ce lié à l'arrivée de migrants ? Aux attentats djihadistes ?

Comment réagir ? Comment lutter contre le fascisme aujourd'hui ?

Conférence Débat le mercredi 28 mars à 20h30 à Nantes, Manufacture des tabacs
Avec l'intervention de Bernard SCHMID, avocat, ancien juriste du MRAP national

- ▶ **19 mars : Lancement des Assises de l'écologie et des solidarités**

Le vendredi 16 mars a eu lieu la soirée de lancement de ces Assises de l'écologie et des solidarités qui réunira Martine Billard, Delphine Batho, Noël Mamère, Isabelle Delannoy, Barbara Romagnan, Pascale d'Erm, Yannick Jadot, Elisabeth Dau et bien d'autres !

Il s'agit de lancer une démarche de fondation d'un nouvel espace de l'écologie politique en France à l'automne 2018. Europe Écologie – Les Verts lance une série de débats et réflexions entre toutes celles et tous ceux qui désirent un monde plus écologique.

Cette démarche, ce sont les Assises de l'écologie et des solidarités, qui auront lieu jusqu'à la fin de l'été 2018 partout en France.

Retrouvez toutes les informations sur les Assises : comment participer, où ça se passe, comment contribuer, sur le site <http://demainleecologie.fr>

- ▶ **13 mars : Visite en France du Premier ministre du Japon au moment de Fukushima**

"Comme tous les Japonais, j'étais convaincu du haut niveau technologie de mon pays", commente Naoto Kan. Mais aujourd'hui, "Partout je porte le même message, il faut sortir du nucléaire !"

Ses conseils pour la France : Il espère que le gouvernement français pourra *"non seulement réduire sa dépendance à l'atome, mais aussi développer les énergies renouvelables.*

D'autant que, précise-t-il, le coût du kW nucléaire n'est plus compétitif, notamment en raison des renforcements des normes depuis Fukushima".

Il est aujourd'hui invité à l'assemblée nationale par le groupe France Insoumise. Puis il va entamer un tour du nucléaire français avec les ONG anti nucléaires historiques (*Sortir du Nucléaire, Echo Echanges, ...*), avec un passage obligé à Flamanville et La Hague...

Pour lire l'article du Parisien, [cliquer ici](#).

- ▶ **10 mars : Une votation contre le nucléaire ou pour La France Insoumise ?**

Durant la semaine prochaine *La France Insoumise* organise une votation pour la sortie du nucléaire.

Question : pourquoi LFI seule ? Alors qu'il existe de grandes associations qui travaillent sur cette question (*"Sortir du nucléaire", "GreenPeace",* pour les principales) et d'autres partis politiques également (Europe Écologie – Les Verts=EELV, Génération-s, Nouveau Parti Anticapitaliste, ...).

Selon Julien Bayou, porte-parole de EELV, *"On n'a pas été associés au projet. On a reçu la lettre d'invitation quatre jours avant la conférence de presse, alors que les dates étaient déjà fixées et les affiches déjà prêtes. Ce n'est pas une campagne qui a été pensée de manière collective..."*. Même son de cloche pour les autres organisations.

En fait, il y a deux alternatives :

- ▶ soit on met en priorité la cause affichée (et contre le nucléaire, aujourd'hui, il y en a besoin), et on prend toutes dispositions pour que l'organisation soit collective. Un exemple : la lutte contre NDDL, où toutes les associations, mouvements et partis ont su se mettre derrière le collectif ;

- ▶ soit on fait de la propagande pour son organisation politique, même si cela n'est pas à l'avantage de la cause mise en avant...

A chacune et chacun de juger...

- ▶ **9 mars : Une solution d'urgence pour l'accueil des Roms ?**

Dans une brève du 3 mars, je déplorais l'évacuation des deux camps de Roms à la Minais,

sans solution de relogement.↵

Hier, le Maire de Ste-Luce a indiqué qu'il souhaite l'installation d'aires d'accueil d'urgence » dans les communes de l'agglomération. Pour accélérer cette réalisation, il a proposé de créer une telle aire d'accueil pour 10 caravanes à Ste-Luce, au Sud de la Minais ; et il demande le soutien de Nantes Métropole (pour télécharger d'article de Ouest-France, [cliquer ici](#)).↵

On peut comprendre l'inquiétude de certains habitants du quartier de la Minais, mais un *accueil* organisé pour 10 caravanes (avec toilettes, eau et électricité) n'a rien à voir avec les désagréments résultant de deux campements « sauvages » de 123 caravanes (désagréments pour les habitants de ces campements, en premier lieu).↵

Quoi qu'il en soit, il faut saluer cette initiative du Maire de Sainte-Luce.↵

Souhaitons qu'il fasse preuve de la même sagesse vis-à-vis des bénévoles de Soleil Rom qui viennent faire du soutien scolaire au 86 rue de la Loire (camp Rom officiel depuis plusieurs années).

► **9 mars : intéressante interview de Delphine Batho** (ancienne Ministre de l'écologie et candidate exclue de la course à la direction du PS) réalisée par *Reporterre*, le quotidien écolo du web.↵

Extraits : "C'est le problème que l'on a eu avec François Hollande et que l'on a encore aujourd'hui avec Emmanuel Macron : une élite politique qui a fini par comprendre la réalité du changement climatique, mais qui n'a toujours pas compris l'anthropocène, c'est-à-dire la dimension systémique et globale de la destruction accélérée de nos conditions de vie sur Terre, et qui impose une révision déchirante de notre modèle de civilisation."↵

"D'abord, incontestablement, rien n'a été préparé sous le précédent quinquennat. Cela a été la politique du fait accompli. La loi de transition énergétique n'a jamais organisé la baisse du nucléaire — c'est d'ailleurs pour ça que je ne l'ai pas votée. Ce que fait juridiquement la loi, c'est de plafonner la puissance nucléaire à son niveau actuel, soit 63,2 GW. C'est pourquoi EDF n'est contrainte à fermer Fessenheim que quand l'EPR de Flamanville ouvrira. Quant à l'objectif inscrit dans la loi de diminuer la part du nucléaire à 50 % à l'horizon 2025, il s'agit d'un article d'affichage politique sans portée normative réelle."↵

Pour lire l'interview, [cliquer ici](#).

► **3 mars : Evacuation du camp de Roms à Sainte-Luce : un échec pour tout le monde !**↵

Les deux camps de Roms situés derrière la Minais ont été évacués par les gendarmes hier matin.↵

Qui peut être fier de cela ?↵

Sans doute, les voisins inquiets sont-ils soulagé ? Mais comme le dit Mirabella Mile, habitante du camp et médiatrice, "*la municipalité aurait pu poser des toilettes sèches*".↵

Alors, que valent les discours sur la nécessité de proposer des lieux d'accueil et de cesser de se passer la patate chaude entre les communes de l'agglomération ???↵

"*On nous chasse de partout*" dit Mirabella, la médiatrice.↵

C'est bien à leurs actes, et non à leurs discours, qu'on doit apprécier les responsables politiques...↵

Pour télécharger l'article de Ouest-France sur ce sujet, [cliquer ici](#).

► **2 mars : Le gendarme de l'atome a perdu sa langue**↵

C'est le titre d'un article publié dans le dernier N° du *Canard enchaîné*, où on apprend que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) **connaissait** les graves problèmes de soudure sur le chantier de l'EPR de Flamanville **depuis un an**, mais n'en a rien dit ! C'est même EDF qui a révélé le problème, tout en le minimisant.↵

On apprend aussi que l'ASN a passé sous silence les graves malfaçons détectées en 2015 et 2016 sur les centrales de Chooz et Civaux . Elle n'en a parlé qu'en février dernier, lorsque les travaux de réparation ont été terminés.↵

Mais au fait, cela sert à quoi, l'ASN ?↵

Peut-être à jouer les marchands de sable : « *Po-Po-Pom, Pom, Pom ; tout va bien ; Dormez bien, les petits !...* »↵

Pour lire l'article du *Canard*, [cliquer ici](#).

► **28 fév. : Des nouvelles de Joseph...**

Dans une brève en date du 30 janvier, je relayais une pétition en faveur de Joseph, *un lycéen exemplaire* : "Lycéen exemplaire, Joseph est inscrit au lycée Jean Monnet de Foulayronnes (47) depuis deux ans. Il est élève de 1^{re} Bac Pro Systèmes Numériques. Il risque d'être expulsé à tout moment."

Malheureusement, Joseph a été expulsé. Si vous souhaitez avoir de ses nouvelles, [cliquer ici](#).

► **23 fév. : Suite à l'intervention policière à Bure, le Réseau 'Sortir du nucléaire' porte plainte**

"Ce matin, suite à l'expulsion du Bois Lejus, des gendarmes sont entrés par la force dans la Maison de Résistance de Bure. Fracassant les portes et fenêtres, ils ont forcé avec brutalité les personnes qui s'y étaient réfugiées à sortir. Ils ont ensuite procédé à une perquisition des lieux, tout cela sans l'assentiment des habitants de la maison, sans décision du juge des libertés et de la détention et hors la présence des habitants, de représentants de ceux-ci ou de témoins."

Le Réseau "Sortir du nucléaire", co-proprétaire de cette maison avec l'association Bure Zone Libre, porte donc plainte aujourd'hui pour violation de domicile. Cette plainte sera suivie d'autres actions en justice sous peu. Alors que Sébastien Lecornu n'a que le mot d'« État de droit » à la bouche, les forces de l'ordre se sont permis, lors de cette opération, de piétiner allègrement les droits les plus élémentaires.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce vigoureusement ce coup de force indigne d'une démocratie ainsi que l'opération de communication qui l'accompagne, destinée à criminaliser les opposant.e.s pour faire oublier les failles du projet Cigéo. Dans la novlangue gouvernementale, la « concertation » semble être devenue le terme désignant le rouleau compresseur de la répression !

Loin d'écraser la contestation, ces procédés inacceptables ne font que renforcer la détermination des opposant.e.s. Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle à rejoindre les 73 rassemblements de solidarité qui sont prévus à 18h partout en France et à l'étranger."

Pour soutenir la lutte à Bure, signez la pétition [en cliquant ici](#).

► **16 fév. : Pourquoi demander l'arrêt de la filière PCB de l'entreprise APROCHIM (Mayenne)**

L'installation "est à l'origine directe d'une grave contamination par les PCB de l'ensemble du secteur Grez-en-Bouère, dont les effets sont dévastateurs pour l'environnement, le mode de vie des riverains et l'élevage local" ; à cela ajoute la lettre de huit pages envoyée à Édouard Philippe, "en à peine cinq ans, pas moins de cinq incendies, dont le dernier résulte d'une explosion ont frappé l'usine, générant ainsi un risque majeur pour la sécurité de la population."

L'association Entre Taude et Bellebranche [ETB] a accordé un long entretien à LEGLOB JOURNAL dans laquelle Benoît Marichal et Eric de Roquefeuil passent en revue toute la problématique de ce dossier Aprochim qui empoisonne la Mayenne.

Pour lire le dossier, [cliquer ici](#).

► **13 fév. : Encore une cachoterie de EDF !** EDF et l'ASN réfléchissent dans la plus grande opacité à un nouveau bassin de stockage (une « piscine ») de combustibles usés, brûlants et hautement radioactifs. *Reporterre* révèle que la centrale de Belleville-sur-Loire, dans le Cher, a été choisie pour les accueillir. Et expose le dossier.

En effet, le site de La Hague déborde : 1200 tonne de Mox usagé y sont entreposés (Mox=mélange d'uranium et de plutonium). le Mox n'est pas retraité. Le coût de son retraitement serait en effet très élevé, et ni EDF ni Orano (ex Areva) n'ont une situation financière permettant de se lancer dans cette opération industrielle, d'un intérêt au demeurant très discutable. Le Mox usé est donc un déchet radioactif pour des milliers d'années, qui doit être noyé sous plusieurs M3 d'eau pour être refroidi sans discontinuité.

Pour lire le dossier, [cliquer ici](#).

► **6 fév. : Pourquoi le kérosène est-il détaxé ?** C'est sous ce titre que l'intervention de Michel Perrier, ancien Conseiller régional EELV de Mayenne, a été publiée dans le 'courrier des lecteurs' de Ouest-France de ce jour.

En effet, alors que le déplacement en avion est le plus polluant et émetteur de Gaz à Effet de Serre, ce carburant est complètement détaxé (TVA, Taxe Intérieure sur la Consommation des Produits Énergétiques) et revient à moins de 0,5€/l. Pourquoi ??

Pour lire ce courrier, [cliquer ici](#).

Les brèves en Janvier 2018

► **30 janv. : Lancement d'alerte sur la centrale nucléaire de Civaux.** La Nouvelle République publie un article sur l'alerte lancée par plusieurs associations auprès de la Préfète de la Vienne à Poitiers : « *Des aciers non conformes, des bétons poreux, des fuites de tritium non maîtrisées, pour les anti-nucléaires, Civaux 1 est à fermer en priorité.* ». Pour lire l'article de la Nouvelle République, [cliquer ici](#).

A VOS STYLOS !

► **30 janv. Un élève exemplaire :** Lycéen exemplaire, Joseph est inscrit au lycée Jean Monnet de Foulayronnes (47) depuis deux ans. Il est élève de 1re Bac Pro Systèmes Numeriques. Il risque d'être expulsé à tout moment.

Il est actuellement placé en centre de rétention à Toulouse. Des milliers de personnes se mobilisent pour qu'il puisse rester en France pour poursuivre sa scolarité.

Signer la pétition [en cliquant ici](#).

► **30 janv. : À 16 ans, Ahed Tamimi risque 10 ans de prison**



Pour en savoir plus, [cliquer ici](#).

► **30 janv. : Des militants de GREENPEACE en procès le 27 février.** Rappelez-vous, en octobre

2017, huit activistes de Greenpeace France se sont introduit-es dans la centrale de Cattenom en Moselle et ont déclenché un feu d'artifice au pied de la piscine d'entreposage de combustible usé, démontrant que ce bâtiment est très mal protégé face aux risques d'actes de malveillance.

Au lieu de prendre en main ce problème de sécurité, EDF a porté plainte contre les activistes de Greenpeace France. Le 27 février prochain aura lieu leur procès, au tribunal de grande instance de Thionville (57) : mobilisons-nous pour les soutenir !

Pour en savoir plus, [cliquer ici](#).

Derrière le secret, les États et l'industrie nucléaire sont-ils capables de garantir notre sécurité ? Jusqu'au 3 février, revoyez le **documentaire choc d'Arte**, fruit de deux ans d'enquête sur les failles en matière de sécurité nucléaire. [cliquer ici](#).

► **26 janv. Election européenne : le gouvernement veut réduire le temps de parole de l'opposition** C'est une mesure qui passerait presque inaperçue dans la vaste réforme du mode de scrutin des élections européennes. Elle vise à modifier la répartition du temps d'antenne audiovisuel des partis politiques, et avantagerait honteusement le parti du président Macron puisqu'il se retrouverait avec 155% de temps d'antenne en plus qu'aujourd'hui, tandis que les partis d'opposition verraient leur temps d'antenne réduit à une maigre portion.

Vu l'injustice de cette mesure, rien d'étonnant à ce que le Conseil d'Etat y ait donné un avis défavorable. Mais ce n'est qu'un avis, non contraignant... et que le gouvernement a décidé d'ignorer.

Les membres de la commission des lois doivent examiner ce texte dans une semaine. Ils ont le pouvoir de le stopper ou de le modifier avant qu'il ne soit soumis à l'ensemble des députés. Montrons-leur que nous sommes attachés à la pluralité des opinions et à leur expression, et que nous ne laisserons pas passer une telle confiscation de la parole !.

Signez cette pétition et diffusez-la largement [en cliquant ici](#).

(Pétition lancée par *PowerFoule*)

Article de *Libération* sur ce sujet : [cliquer ici](#).

► **24 janv. Les propositions des écologistes 'Post-NDDL' : quatre Grands Projets Utiles** En anticipation de sa rencontre avec la Ministre des Transports, annoncée ce samedi, la Présidente de Région reçoit ce jeudi les groupes politiques à tour-de-rôle pour évoquer l'après Notre-Dame des Landes et poser les jalons pour l'élaboration d'un « contrat d'avenir » co-construit pour les Pays de la Loire. Les élu-e-s régionaux du groupe Écologiste et Citoyen sont convaincus du rôle pivot que joue notre Région dans le Grand-Ouest et partagent quatre propositions pour le renforcer.

- La modernisation immédiate de Nantes-Atlantique (liaison par train ou tram, agrandissement de l'aérogare) ;
- L'amélioration de la liaison ferroviaire Nantes/Rennes (des piste avaient été données lors du débat public) ;
- L'accélération des travaux déjà prévus sur la liaison ferroviaire Nantes/Bordeaux ;
- L'accélération de la réalisation du barreau LGV sud parisien, dit Massy/Valenton (pour faciliter l'accès des TGV Ouest à Orly et Roissy).



Pour lire le communiqué complet, [cliquer ici](#).

► **23 janv. : Macron invite les multinationales à Versailles**

► **16 janv. : Nous nous engageons pour l'avenir de la Zad**

Des associations, des syndicats, des organisations nationales et locales signent une tribune commune, que

Reporterre et Mediapart publient ensemble.

"Depuis presque cinquante ans, des paysan.ne.s et habitant.e.s de la région nantaise résistent contre un projet d'aéroport qui viendrait détruire 1.650 ha de terres agricoles et de zones humides. Le gouvernement a annoncé qu'il trancherait en ce mois de janvier sur ce dossier brûlant devenu emblématique d'enjeux de fond et de choix de société. Au niveau national, nos organisations, associations et syndicats se sont engagés au fil du temps dans un mouvement large et populaire contre ce projet."

Pour lire la suite, [cliquer ici](#).

► **13 janv. : A propos de la communication politique**

Tous les médias rendent compte de la visite surprise du Premier ministre sur le terrain à NDDL et à Nantes Atlantique. Et c'est bien joué : alors que la décision n'est pas encore annoncée, personne ne pourra lui reprocher d'aller "sentir" la situation sur place. Succès garanti pour cette opération, donc. De plus, cela permet de parler un peu moins du projet de loi immigration, qui provoque une levée de boucliers de l'ensemble des associations humanitaires, sanitaires et sociales...

► **11 janv. : Le trio infernal se manifeste encore !**

Dans un article de Ouest France de ce jour (édition 44), le trio qui se présente comme professionnels de l'aviation et soit-disant écologistes attaquent le rapport des médiateurs pour défendre le projet de transfert de l'aéroport de Nantes à NDDL. L'affaire n'est pas nouvelle, puisque déjà dans le début des années 2000, ils ont tenté de faire passer publiquement leur soutien personnel à NDDL comme la position des Verts. C'est ce que j'ai rappelé dans un article sur ce blog en date du 9 novembre 2017 :

<http://www.patrickcotrel.com/Des-ecolos-pour-le-transfert-de-NDDL>.

Le fait qu'ils récidivent prouve seulement qu'ils se moquent complètement que la vaste mouvance écologiste, dont ils se réclament, soit massivement contre le projet de transfert de l'aéroport de Nantes à NDDL. Peu leur importe, aussi, que la raison qu'ils évoquaient à cette époque pour soutenir NDDL (faire de cet aéroport un hub international alternatif à un troisième aéroport parisien) soit complètement dépassée, à tel point que même les partisans de NDDL n'osent plus l'évoquer !

Parfois, la vieillesse peut, aussi, rendre sourd...

▶ **5 janvier : Un "oubli" du gouvernement**

La loi Sas (du nom de la députée écologiste qui l'avait proposée) impose au gouvernement et aux collectivités locales (y compris les intercommunalités) d'accompagner leurs Orientations Budgétaires d'un bilan environnemental et social des politiques publiques de l'année passée et de l'année future, en utilisant des indicateurs de développement durable (et pas seulement le PIB).

Mais le gouvernement Philippe a "oublié" de publier ce rapport pour 2017 !

Pourtant, Emmanuel Macron avait rappelé avec force, lors du 'One Planet Summit' de Paris qu'il est urgent d'agir pour rendre notre modèle d'activité soutenable. Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'il y parviendra ! (d'après le bloc-notes de Philippe Frémeaux dans le dernier numéro d'*Alternatives économiques*)